

ANTICAPITALISTES!

Mensuel du NPA Révolutionnaires de Gironde

**Face au capitalisme en faillite
et ses catastrophes,
prendre nos affaires en main**



A propos du NPA-Révolutionnaires

Un accord entre les deux parties du NPA issues de la scission du congrès de décembre 2022 a acté que chacune d'entre elles conserverait le nom de NPA suivi du titre de son journal national, NPA l'Anticapitaliste et NPA Révolutionnaires.

Lors de ce congrès, l'ancienne direction, avec ses porte-parole Philippe Poutou et Olivier Besancenot, a fait le choix irresponsable d'organiser cette scission, excluant de fait près de la moitié de l'organisation qui combattait sa politique d'alliance avec la NUPES.

Cette scission affaiblit l'ensemble de l'extrême-gauche au moment où le regroupement de toutes les forces révolutionnaires et de toutes celles et ceux qui veulent changer le monde s'impose comme une évidence et une nécessité.

Comme nous l'avons écrit dans notre Déclaration adoptée au Congrès : « *Au moment où se profilent les périls réels de militarisation et de durcissement autoritaire des régimes contre les classes populaires, mais où des réactions et capacités d'affirmation se présentent pour notre classe un peu partout dans le monde, il est temps de faire vivre dans les faits un pôle révolutionnaire. De regrouper ces forces, minoritaires mais bien réelles, qui militent pour le renversement révolutionnaire du système. Un système capitaliste qui accumule les preuves de sa faillite à satisfaire les besoins de l'humanité, alors qu'aujourd'hui, parmi les huit milliards d'individus, une majorité est maintenue au bord de la survie. Nous nous adressons à toutes les travailleuses et travailleurs, aux jeunes et moins jeunes, révoltés par le système d'exploitation capitaliste et son cortège de misère, de guerres et d'oppressions : rejoignez-nous pour son renversement et portons tous ensemble sur le devant de la scène l'actualité et l'urgence de la révolution !* »

La revue *Anticapitalistes !* du NPA 33 devient celle du NPA Révolutionnaires 33 et s'inscrit dans cette perspective de continuer le NPA, de le refonder autour de son projet initial de rassemblement démocratique des anticapitalistes et révolutionnaires.

Lisez **REVOLUTIONNAIRES**
le journal du NPA Révolutionnaires



<https://npa-revolutionnaires.org/abonnement/>

ANTICAPITALISTES !

CPPAP : 1029 P 11511 - ISSN : 2430-4867

Directeur de publication : François Minvielle

NPA-R-33 - 39 rue de Navarre - 33000 BORDEAUX - 07 83 64 43 49

Imprimerie : Copy Média - Parc d'activité du Courneau -23, Av. de Guitayne - 33610 CANEJAN

SOMMAIRE

Edito

p.3

Après les incendies

p.4-6

- Incendies, canicules... pas d'issue dans le cadre du capitalisme destructeur
- Cestas évacué ? aux entrepôts Lidl, pas question d'arrêter !
- Témoignage de Vincent, pompier professionnel
- Bal des faux-culs et boniments à la pelle
- Rousset et la magie de la finance...
- Saumos : de dramatiques conséquences à long terme

Nos vies, pas leurs profits

p.7

- En finir avec le « dialogue social » et les journées sans lendemain
- Essence : aux patrons de payer
- Saint-Savin, la maire RN met fin à la gratuité pour les plus pauvres... et s'augmente !

Dans la santé

p.8-9

- Clinique de Pau : le couperet tombe
- 8124 morts de la canicule cet été en France
- Le cinéma de la ministre de la Santé
- Quand nous prenons nos affaires en main
- +51% du prix des parkings à l'hôpital Pellegrin
- Psychiatrie : le manque de moyens devient une atteinte aux droits

Dans l'éducation

p.10-11

- Ecole en crise...
- Cyber-violence ou violence sociale ?
- Des champignons... hautement nuisibles à la santé
- Accompagnement des élèves en situation de handicap, vague de licenciements silencieuse
- Devoir de réserve pour les enseignant·es : le nouvel accessoire de la panoplie répressive

Leur société

p.12-15

- Non aux méthodes de patron-voyou à Technowest !
- Liquidation du CAUE 33
- 26 septembre, des milliers pour « le climat, le vivant, la justice sociale et la paix »
- Plan massif de suppression de postes à l'AFPA, fermeture programmée à Bègles
- Cenon : le maire impose sans discussion l'armement de la police municipale
- Contre l'ouverture du nouveau méga-CRA de Mérignac

A lire

p.15

- *L'oiseau chanteur*, de Désirée et Alain Frappier

Abonnez-vous

à ANTICAPITALISTES !

le mensuel du NPA Révolutionnaires 33

Tarifs abonnement : 20 € (10 n° auprès des comités)
25 € (10 n° + frais d'envoi postal)
30 € (10 n°, «soutien» avec envoi postal)

Paiement par chèque à l'ordre de Daniel Minvielle, en précisant Nom, prénom, e-mail et adresse postale.

Face au capitalisme en faillite et ses catastrophes, une seule issue, prendre nos affaires en main

La journée de manifestations et de grève dans la Fonction publique, mardi 29 septembre, à laquelle s'étaient jointes de nombreuses équipes militantes du privé, a été marquée par les milliers de lycéens qui se sont invités dans les cortèges après le blocage de leurs établissements. Une mobilisation partie de la région parisienne vendredi 25. Le 29, le gouvernement recensait 340 lycées bloqués. A Bordeaux, comme dans bien des villes, lycéens et étudiants ont rejoint la manifestation, y apportant leur révolte, leur dynamisme et une joie de lutter communicative. Les pompiers, eux, avaient convergé à Paris pour dire leur exaspération contre le gouvernement et exiger plus de moyens et d'effectifs.

Samedi 26, nous étions des dizaines de milliers à répondre à l'appel « *Marchons pour le climat, le vivant, la paix et la justice sociale* », et très nombreux aussi les 18 et 19, dans les manifestations dénonçant le « permis de tuer » que représente la proposition de loi sur la présomption de légitime défense des forces de l'ordre. Quelques jours auparavant, les marins-pêcheurs, étranglés par la hausse du prix des carburants, bloquaient des ports pour exiger des mesures leur permettant de survivre.

Ces mouvements sont l'expression de la colère sociale profonde qui touche une grande partie des travailleur-es et de la population après un été catastrophique et alors que l'explosion du prix de l'énergie ruine le pouvoir d'achat.

La canicule, la sécheresse, les mégafeux de cet été ont été la manifestation dramatique du réchauffement climatique. Mais ils ont aussi montré l'incapacité du gouvernement à protéger les populations et anticiper les catastrophes que la logique des profits, le capitalisme, engendre. C'est ainsi que, pour faire face aux incendies, les pompiers, en sous-effectif, sous-équipés, n'ont pu compter que sur l'initiative et l'auto-organisation des habitant-es, agriculteurs, petits forestiers et bénévoles. Arrivés après la bataille après avoir nié le sous équipement des pompiers dont ils sont responsables, Macron et Lecornu ont promis 12 millions d'aides pour la reconstruction après les incendies de Gironde et des Landes. Une goutte d'eau alors que le budget qu'ils préparent poursuit et aggrave les politiques passées d'austérité, de liquidation des services publics.

Un budget de guerre contre les travailleur-es, au service des profits d'une minorité de parasites

Lecornu a annoncé 54 milliards d'économies sur le dos des travailleur-es, des retraité-es, des classes populaires. Il prétend nous faire payer le coût de la dette - 64,7 milliards d'intérêts payés aux banques cette année, un véritable racket -, de la guerre et des catastrophes de l'été.

Alors que nous subissons les hausses de prix, il prépare à nouveau des remboursements des frais de santé en plus de l'augmentation des franchises, des attaques contre les retraites et les chômeurs, le gel des APL, celui des salaires et la suppression de postes de fonctionnaires... L'hôpital, l'école et l'ensemble des services publics et sociaux craquent, mais le budget de l'armée a augmenté de 6,7 milliards cette année. Et Macron vient d'annoncer l'envoi de « *soldats, radars et systèmes de défense* » en Arabie Saoudite pour protéger des infrastructures de production pétrolière, c'est-à-dire au secours des profits.

C'est un pas de plus dans une guerre que personne ne maîtrise et qui aggrave la crise de leur économie. Mais qui assure aussi aux multinationales pétrolières et gazières de copieux surprofits. Tel TotalEnergies qui a fait 9,9 milliards d'euros de profits grâce à la hausse des prix du pétrole et des carburants. Et les plus riches continuent, eux, de bénéficier des cadeaux du gouvernement, quelques 270 milliards par an !

Le budget de Lecornu est une provocation, l'expression aussi de la panique des classes dirigeantes alors que la colère sociale monte de partout. Ils voudraient prendre cette colère de vitesse, misant sur le sentiment d'impuissance que certains peuvent ressentir face à la dégradation continue de nos conditions de vie, aux guerres, à la crise environnementale. Sur les médias aux ordres, on a vu fleurir les tables rondes de « spécialistes » discutant du potentiel retour des Gilets jaunes, leur hantise. Les mobilisations en cours montrent qu'ils ont raison de s'inquiéter !

Prendre nous-mêmes nos affaires en main

Ces mobilisations montrent la voie. Il n'y a aucune fatalité à subir les catastrophes engendrées par le capitalisme et les politiques de régression sociale des gouvernements.

L'été des mégafeux et des canicules a produit des ravages. Mais il a aussi mis en évidence l'immense capacité de solidarité, d'initiative et d'organisation des travailleur-es, des classes populaires, dans le soutien aux pompiers, les évacuations d'établissements, l'accueil des personnes déplacées...

C'est la démonstration, que face à l'incurie et au parasitisme de « ceux d'en haut », il y a une solution pour stopper la fuite en avant vers la catastrophe environnementale, militaire, économique et sociale : prendre nous-mêmes, collectivement, les choses en main, pour contrôler l'économie, la planifier afin qu'elle produise les biens nécessaires à satisfaire les besoins de chacun dans le respect des ressources et de la nature, hors de toute logique de profit. Construire une société socialiste, communiste.

Incendies, canicules... pas d'issue dans le cadre du capitalisme destructeur

Fin septembre, en Gironde, la crise caniculaire se poursuit avec une nième vague de hautes températures qui se sont succédées depuis le mois de mai. Selon les observations, 3 jours sur 5 ont été caniculaires au cours de cet été.

Se poursuivent aussi les conséquences du méga-incendie de Saumos qui a ravagé plus de 42 000 hectares et détruit 240 maisons. Des dizaines de sinistré-es sont confronté-es à la lenteur des expertises, des assurances, alors qu'ils/elles ont perdu leur logement ou leur emploi. Sur le plan sanitaire, des milliers auront été impactés par la pollution de l'air, des affections dont on ne mesure pas encore la gravité. Quant à la destruction de la biodiversité, ce sont sans aucun doute des dizaines de milliers d'animaux qui ont péri ou sont en situation critique dans un habitat ravagé.

Pour les incendies de Gironde, des Landes et du Var, les assureurs ont enregistré environ 25 000 sinistres pour un montant de près de 500 millions d'euros. Sur l'ensemble du pays, il y a eu 357 incendies à la fin de l'été, 97 000 hectares détruits (d'après Oxfam). Quant à la canicule, elle a provoqué une surmortalité de plus de 8 000 décès pour les mois d'été.

Légitime colère

Dès le déclenchement du feu à Saumos le 22 juillet, les raisons de la colère se sont multipliées. D'abord contre l'Etat qui n'avait pas interdit les travaux à l'origine du feu alors que la sécheresse était à son maximum. Colère contre la réduction du financement des SDIS par les départements et des baisses de moyens votées au Parlement, comme Cazenave, maire de Bordeaux l'a fait. Colère parmi les pompiers, comme en témoigne l'interview ci-après. Et aussi contre les ordres d'évacuation préventifs, sans



doute nécessaires, mais assénés pour la plupart en pleine nuit, aggravant le stress. Des dizaines de faits témoignent d'une gestion paniquarde de l'Etat, dépassé par l'ampleur de la catastrophe. Aujourd'hui, une trentaine de sinistrés du Porge portent plainte contre X pour dénoncer les conditions d'évacuation et la gestion de l'incendie.

L'intervention de la population contre l'incurie de l'Etat

Pompier-es et pompier-es volontaires ont été en première ligne et ont payé un lourd prix humain, quatre décès et près de 130 blessés pour le seul mois de juillet, et sans doute des centaines victimes d'affections respiratoires.

L'action collective de milliers de bénévoles a été décisive face à l'incendie, avec nombre de salarié-es, jeunes, agriculteurs, qui sont venus, parfois de loin, avec leurs moyens, désobéissant aux consignes, et se sont imposés pour combattre le feu. Décisive aussi dans les centres d'hébergements, accueillant des milliers de personnes parmi les 220 000 évacué-es, personnels de santé, habitant-s des zones épargnées, donnant du temps, nourriture, vêtements...

Attaquer la cause : le capitalisme

Pendant toute la crise, des solutions ont été évoquées : des pare-feux plus nombreux et plus grands, davantage de canadiers et de moyens humains et matériels pour les pompiers, des plantations d'essences diversifiées... Autant d'exigences immédiates et nécessaires, mais qui ne suffiront pas si la cause même n'est pas attaquée : le réchauffement climatique et l'exploitation intensive de la nature, tous deux produits du capitalisme.

Toute l'histoire de la forêt des Landes de Gascogne est celle d'une plantation créée, développée et organisée pour les profits, au mépris du respect de l'environnement.

Quant au lien entre canicule, sécheresse et méga-incendies, il n'est plus à démontrer qu'il est une des conséquences ingérables du capitalisme. Le réchauffement climatique provoqué par la production et les transports provoque maintenant des transformations telles de l'environnement que le système est incapable de les maintenir.

Les scientifiques nous alertent sur ce point de non-retour. La réalité, brutale, qui s'est imposée à nous cet été pose la question de donner un coup d'arrêt à la marche inéluctable au réchauffement climatique, c'est-à-dire à la marche aveugle et destructrice du capitalisme.

Cestas évacuée ? Aux entrepôts Lidl, pas question d'arrêter !

Cet été, alors que Cestas était à son tour évacuée et que l'incendie était à 3km, nous avons dû continuer de travailler. Pas question d'arrêter de produire a décrété la Direction. « Vous avez le choix » nous a-t-elle dit.

Si on ne voulait pas risquer de se retrouver bloqué par le feu en sortant du travail, on pouvait poser des jours de congés... (qui passe ses congés dans la crainte d'être évacuée à tout moment à 3h du matin ?) ou perdre une partie de son salaire alors qu'on galère déjà à vivre avec ce qu'on gagne. C'est ça que la Direction appelle un « choix ». En fait une prise d'otage pour nous forcer à travailler malgré les risques, la fumée et alors que la Préfecture appelait à rester chez soi et avait fermé l'A 63... Tout ça pour que Lidl puisse faire du chiffre !

La « prise de risque », c'est l'argument que les capitalistes nous ressortent pour justifier de prendre tout tandis que nous n'avons rien... Mais qu'on fasse prendre des risques aux travailleurs, c'est ça le capitalisme, et pour ça, ni augmentation de salaire ni même une prime ! Pourtant du fric, c'est pas ça qui manque... Les bénéfices net du groupe Lidl étaient l'an dernier de... 2,3 milliards !

Correspondant

François Minvielle

Témoignage de Vincent, pompier professionnel mobilisé sur le feu de Saumos-Le Porge

Que peux-tu nous dire de ces feux qui ont ravagé la Gironde et de ce que tu as vécu ?

Le premier jour, mon camion était à Lège. C'est le lendemain que mon unité a été envoyée au Porge, un jour après le départ du feu à Saumos. C'est là que le feu a fait demi-tour, ça n'avait pas été anticipé. Et là, vue l'ampleur, on a compris qu'on avait affaire à quelque chose que personne n'avait jamais vu. Un monstre. On a été confronté à des choses pour lesquelles on n'était pas préparés, qu'on n'avait jamais faites. On n'a jamais eu à choisir entre les maisons qu'on protège et celles déjà enflammées qu'on doit laisser tomber. Là, c'était un triage, comme pour la médecine de guerre. C'est dur. C'était pour beaucoup une première, qui nous a beaucoup touché moralement. Le vendredi, les ordres étaient : « au Porge, les maisons qui brûlent, on laisse, là on va essayer de sauver Lacanau ».

Et très vite, nouveau problème, il n'y a plus d'eau. Après deux jours de feu, le réseau d'eau ne permettait plus de remplir les camions. Les radios... personne ne répondait, problème récurrent de matériel défaillant... On fait comment sans ordre quand on n'a pas la vision globale sur le terrain ? Tout s'est fait à la débrouille. Sans compter les effectifs, au minimum de la légalité pour des interventions courantes, totalement inadaptés à ce feu exceptionnel. L'armée des pompiers, c'est carrément la septième compagnie.

Après, pas mal de renforts sont arrivés...

Oui, et à partir de ce moment, tout est sectorisé, sous les ordres d'officiers qui arrivent de partout et pour la plupart ne connaissent rien aux feux de forêt. Pris entre les ordres venus d'en haut, du politique, et les pompiers de terrain, leurs choix sont vite faits quand la carrière est en jeu. En plus des problèmes matériels, on a eu le problème des hiérarchies, des ordres contradictoires, qu'on savait inefficaces et qui ne servaient à rien. Mais on ne nous demandait pas notre avis.

Face à ce monstre imprévisible, que peux-tu dire des moyens d'intervention des pompiers ?

Face à un feu de cette intensité, autant dire que les pompiers au sol ne servent pas à grand-chose. Avec nos lances, nous ne pouvons que faire de la protection de bâtiments et essayer de dévier le feu. Y'a que les avions qui ont la force de frappe. Mais depuis très longtemps les moyens se restreignent, que ce soit avec la droite ou avec la gauche et c'est très difficile d'obtenir des moyens aériens sur le terrain. Dans la polémique du Porge, ce que je peux dire, c'est qu'à Lège-Cap-Ferret, les avions étaient là, le Dash et les Air Tractor n'arrêtaient pas de tourner. Sur mon secteur, on n'a pas vu un avion.

Avec des moyens suffisants, la catastrophe aurait pu être évitée ?

C'est surtout qu'avec des moyens insuffisants, il n'y a pas à s'étonner. Au départ de feu de Saumos, un départ de feu ordinaire, deux camions de Lacanau et deux du Porge étaient censés arriver sur place. Un seul est arrivé du Porge. Un camion s'est enlisé, (problème de formation des conducteurs ?), obligeant un autre à lui venir en aide. Sur quatre camions qui auraient dû être opérationnels, un seul a été engagé au feu... Ce n'était clairement pas suffisant.

Et au niveau des équipements ?

Depuis toujours, on alerte. Les cagoules filtrantes, je n'en avais jamais entendu parler. Les tenues, pleines de particules cancérogènes après un feu, on ne les retire qu'à la caserne. Depuis 4-5 ans, l'administration, obligée de tenir compte de notre santé, nous a octroyé par camion une caisse avec une balayette pour nous épousseter, du savon et des lingettes. Ça manque un peu de crédibilité... On s'inquiète de notre espérance de vie à la retraite.

Nos conditions de travail n'arrêtent pas de se dégrader, alors que dans l'avenir, le nombre d'interventions va continuer à augmenter. On n'en peut plus aussi, d'être submergés de missions qui ne sont pas les nôtres, de pallier au manque de moyens des services publics et en particulier pour des transports à l'hôpital



pour des interventions qui ne relèvent pas de l'urgence parce que l'Agence Régionale de Santé limite les agréments aux ambulances privées. Comme dans beaucoup d'autres services publics, on ne compte plus les addictions, les burn-out et de trop nombreux suicides, non reconnus par la hiérarchie.

La colère des pompiers, qui couve depuis longtemps, a explosé suite aux feux de cet été. L'intersyndicale a appelé à la grève depuis le 8 septembre et à trois jours de « village militant » les 27, 28 et 29 septembre, avec une grève nationale et montée massive à Paris le 29. Qu'est-ce qu'il en est de la mobilisation ?

Nos revendications essentielles, c'est le financement des SDIS, l'embauche de 20 000 professionnels, sachant qu'il y en a 3000 en attente qui n'ont pas encore été embauchés, la reconnaissance du risque dans notre métier et le recentrage de nos missions sur le secours à personnes...

La première, c'est le financement des SDIS, qui concerne les professionnels et les volontaires. Il n'y a pas de mouvement organisé des volontaires, mais on a essayé de discuter avec ceux qui travaillent avec nous. Ils nous ont dit que pendant les trois jours de grève, ils ne se mettraient pas d'astreinte, ils nous soutiendraient. Certains ont sollicité les syndicats, sans obtenir de réponse. Ils se sont organisés pour fournir seulement 2 gars d'astreinte tous les jours. Chez les professionnels, on doit être 4 minimum à la caserne. Comme dans toute la fonction publique, s'il n'y a pas assez d'effectifs, les grévistes sont réquisitionnés. On sait très bien qu'on n'obtiendra pas grand-chose suite à cette grève et qu'on aura intérêt à rester mobilisés...

Propos recueillis par Christine Héraud

Bal des faux-culs et boniments à la pelle

Le 17 août, après quelques semaines de réflexion, Lecornu finissait par faire le déplacement dans la commune sinistrée du Porge. Mais alors qu'il devait participer à une réunion en mairie, il fuyait courageusement la population qui l'attendait pour lui demander des comptes. La réunion était déplacée au dernier moment à la caserne des pompiers protégée par les « forces de l'ordre ». Les habitant-es, venu-es tenter de le rencontrer n'ont pu que crier leur colère et leur dépit à distance tandis que le chef du gouvernement recevait à huis clos une petite délégation triée sur le volet.

D'autres par contre avaient convoqué caméras et toutes celles et ceux qui vou-

laient bien se déplacer. Un véritable « *safari* » comme le dénonçait un habitant en colère.

Parmi eux, Olivier Faure particulièrement inspiré comparant le village du Porge à Oradour-sur-Glane, village détruit par les nazis pendant la Seconde Guerre mondiale ; François Ruffin ou encore Marine Le Pen... alors même que les députés RN se sont opposés à la hausse du financement des SDIS ou à la mise en place de pare-feu de feuillus. « *Cette climatosceptique venue danser sur les cendres* » pour reprendre l'expression d'une habitante, a assuré vouloir « *toucher du doigt la gravité de la situation et le chagrin engendré* ». Dans la foulée, elle

était invitée à une table ronde par le Président de la communauté de communes et maire du Temple, soutien affiché d'Edouard Philippe, qui s'est dit « *ravi d'expliquer les besoins de notre territoire aux candidats à la présidentielle* ».

Et enfin Éric Coquerel expliquant venir « *dans le cadre d'une mission flash sur le coût de la canicule et des incendies, pour l'Assemblée nationale* » pour « *essayer de mener un travail utile en vue de la discussion budgétaire, pour estimer le coût des éléments liés ou accélérés par le réchauffement climatique, tels que les incendies et la sécheresse* »... Sans blague ?

I.U

Rousset et la magie de la finance...

Vendredi 11 septembre, Rousset présentait un plan d'action de la Région de 127 millions d'euros pour soutenir les trésoreries des entreprises, aider les TPE à réparer leurs équipements et ateliers, aider la DFCI (Défense de la Forêt Contre les Incendies) ainsi que le tourisme et l'agriculture suite aux mégafeux de l'été.

La Région, dont c'est une des fonctions, s'est toujours montrée généreuse avec les patrons et a inscrit cette année 467,8 millions d'euros sur la ligne « *Développement économique et emploi* ». C'est la moindre des choses qu'elle soutienne des entreprises de petite taille qui ont subi les conséquences des incendies.

Sauf qu'en réalité, Rousset ne compte avancer que 15 millions d'euros de cette somme (10,5 pris sur les fonds de la région, 4,4 sur des fonds européens). La suite est confiée à « *l'effet de levier* », une pratique courante dans les trafics financiers de toute sorte. En injectant 15 millions d'euros sous forme de garanties d'emprunts, de prêts à taux zéro ou d'avances remboursables via des mécanismes financiers cogérés avec les banques, la Région compte convaincre ces dernières qu'elles ne risquent rien à compléter la somme en accordant des crédits. Avec l'espoir que la reprise des affaires sensée suivre permettrait aux bénéficiaires de les rembourser. D'où la transformation de 15 millions en 127 millions...

De plus, la Région espère bien récupérer une bonne partie des quelque 10 millions réellement avancés, puisqu'il s'agit d'avances « *remboursables* ». L'« *aide* » de Rousset est en réalité un tour de passe-passe, une incitation aux « *bénéficiaires* » à « *s'aider eux-mêmes* » ... en s'endettant ! Au strict opposé des aides sonnantes, trébuchantes et non « *remboursables* » dont ont pu bénéficier des multinationales comme Ford et bien d'autres.

DM

Saumos : de dramatiques conséquences à long terme

Deux mois après la catastrophe de l'été, de nombreuses communes tirent la sonnette d'alarme. C'est le cas de Saumos qui, après le traumatisme des pertes, des maisons brûlées, des évacuations, alerte sur sa survie-même.

99 % de son territoire est forestier et la presque totalité de ses 850 hectares de forêt communale, gérée par l'Office national des forêts, est partie en fumée.

Déjà touchée par les incendies de 2022, le méga feu de l'été a fini de rayer la forêt de la carte de la commune. Et aussi son gain-pain, 250 000 à 300 000 euros de recettes annuelles qui vont disparaître et cela, pour des décennies, le temps de replanter... et attendre une vingtaine d'années pour les premières éclaircies et quarante à cinquante ans pour des arbres à maturité. À 2 700 euros par hectare, reconstituer les 850 hectares coûterait plus de 2,2 millions d'euros, auxquels s'ajoutent le nettoyage et la préparation des sols. De plus, les emplois communaux pourraient aussi être impactés.

Les recettes dégagées des coupes de bois finançaient presque la totalité du budget d'investissement qui couvre les dépenses du bâti communal, ses équipements, la voirie. D'ores et déjà, la mairie a gelé des projets de rénovation.

Aujourd'hui, elle déclare qu'elle n'a plus qu'à faire la manche pour trouver des financements. Elle lance un appel aux dons auprès des particuliers et des entreprises.

Saumos bénéficiera d'une partie des 10 millions d'euros d'aides de l'Etat pour les 15 communes sinistrées de Gironde et a demandé une dotation exceptionnelle. Mais ce sont des aides de court-terme à l'heure de la réalité du réchauffement climatique qui pose la question de quelle forêt replanter, de sa proximité d'avec les habitations, et la nécessité d'anticiper et de planifier la protection des populations à un tout autre niveau, des solutions qui ne peuvent venir que des populations elles-mêmes, prenant les affaires en main.

Correspondant

En finir avec le « dialogue social » et les journées sans lendemain

Après les canicules de cet été, les décès, les méga-incendies qui ont montré toute l'incurie du gouvernement et de l'Etat, nous avons toutes les raisons d'exiger des comptes.

Un sentiment qui s'est largement exprimé lors de l'AG de rentrée des syndicats à la Bourse le 4 septembre, et où un certain nombre de militant-es ont pointé l'absence de politique globale pour l'ensemble du monde du travail, alors qu'on nous propose une quinzaine de dates sans perspectives, ni lendemain.

La seule journée de grève un peu large est celle du 29 septembre, appelée par l'inter-syndicale de la fonction publique. Bien évidemment, les services publics concernent tout le monde, le public et le privé. Mais l'offensive du Medef et du gouvernement dans cette rentrée appelle une toute autre politique de l'ensemble des travailleur-es pour construire la riposte, s'organiser.

Dès la rentrée le Medef a dit ses exigences : pas question d'augmenter les salaires, ni d'augmenter les impôts des patrons alors que l'Etat leur distribue près de 270 milliards par an d'argent public ! Quant à Le-cornu, il annonce 54 milliards d'économies pour payer la dette, cette rente sans fin versée à la finance, comme les dépenses militaires qui explosent.

Toute cette situation alimente une colère profonde parmi nos collègues, alors que le prix des carburants s'envolent, comme le coût de la vie en général. Mais pour y donner une perspective, encore faut-il des objectifs qui rompent avec le « dialogue social » réclamé par les directions syndicales, à l'image de Marylise Léon qui demande à propos de la dette, que les sacrifices soient « partagés » !

Nous avons besoin de définir nos exigences, nos intérêts de travailleur-es, de nous imposer dans la campagne de présidentielle comme le fait le Medef.

Au travers des mobilisations du 29 septembre, du 17 octobre et autres, discutons de nos réponses, de l'annulation de la dette et de la mise en place d'un monopole public bancaire, de l'expropriation des groupes capitalistes qui spéculent sur l'énergie, les produits frais, le logement, de la mise en place d'une échelle mobile des salaires contrôlée par les travailleur-es,...

Il n'y aura pas d'issue sans que le monde du travail prenne directement les choses en main.

Laurent Delage



Essence, aux patrons de payer !

Les zones logistiques dans lesquelles on bosse sont quasi toutes situées au milieu de rien. Les grands groupes s'y installent pour faciliter leur logistique, en profitant de terrains peu chers pour lesquels les mairies leur font des facilités. Peu importe pour eux que les milliers de celles et ceux qui travaillent dans ces zones aient 30, 50 kilomètres ou plus à faire chaque jour et qu'il n'y ait pas de transports en commun à proximité !

Pour travailler, on est obligé de prendre la voiture. C'est une véritable saignée sur notre salaire, et aujourd'hui, avec un diesel à 2,40 le litre au moment où nous écrivons, on est nombreux à nous demander comment on va faire. Pour beaucoup d'entre nous, ce sont 150, 200 euros ou plus qui disparaissent chaque mois, rien que pour aller travailler. Sans compter le temps perdu dans les trajets, la pollution, le risque d'accidents...

Ce sont les grosses boîtes qui ont choisi de s'installer loin des lieux d'habitations. C'est à elles de payer !

Echo du bulletin Inter entreprises Cestas-Pessac

Saint-Savin, la maire RN met fin à la gratuité pour les plus pauvres... et s'augmente !

Dans cette commune du Blayais, la nouvelle maire (RN) a décidé de supprimer le 1er septembre la gratuité de la cantine et de certaines activités périscolaires dont bénéficiaient jusque-là 375 familles très modestes. Au-delà, la hausse des tarifs impacte beaucoup d'autres familles dans cette commune défavorisée.

Pour faire bonne mesure, la maire a aussi instauré des pénalités en cas de repas pris par des enfants sans avoir réservé ou en cas de retard au périscolaire...

Droite dans ses bottes, elle a justifié l'ensemble par le fait que « rien n'est gratuit » et par le prétendu état des finances de la commune. Des finances qui pourtant ne l'ont pas empêché d'augmenter ses indemnités de 94 % par rapport à son prédécesseur... ce qui représente 60 000 euros par an ! La mesure de gratuité « coûtait », elle, 6 000 euros à la commune !

IU

Clinique de Pau : le couperet tombe

Après la décision du Groupe GBNA Santé de fermer les services de maternité, de soins médicaux et de réadaptation et des urgences de nuit, c'est finalement 121 salarié-es qui sont licencié-es. Le groupe, endetté à hauteur de près de 25 millions d'euros en 2025, se débarrasse brutalement des activités les moins rentables.

La maternité est officiellement fermée depuis le 14 septembre, mais depuis le 15 juin, début de la grève des sage-femmes, la direction a fermé le service,

avec la complicité de l'ARS, obligeant le personnel à quand même venir. Comme l'a déclaré une sage-femme : « Ça fait deux mois et demi qu'on est fermé et qu'on vient pour rien. C'est totalement irrespectueux. » Un sentiment général : le mépris de la direction vis-à-vis des collègues qui font tourner cette clinique depuis des années.

Et un gâchis aussi quand on sait que, par manque de place à l'hôpital de Pau, les femmes doivent maintenant aller accoucher à l'hôpital de Bayonne voire

à Toulouse, avec les risques que cela peut comporter !

Quant aux salarié-es licencié-es, très peu seront pris à l'hôpital. Beaucoup vont se retrouver sur le carreau.

Les fermetures de maternité sont un phénomène national : depuis 25 ans, 40 % des maternités ont fermé sous divers prétextes : pas assez d'accouchements, pas assez rentables, manque de médecins... D'autres sont menacées, comme ici à Lesparre. Partout cela concerne aussi d'autres spécialités comme à Pau.

Ces fermetures, alors que près de la moitié des cliniques sont en déficit, sont en train de s'accélérer, au mépris des salarié-es et des besoins des usager-es.

Pour essayer de sauver leur système, les actionnaires des cliniques réorganisent les services, en ferment d'autres, intensifient le travail des salarié-es.

Tout ça suscite des discussions, mais aussi des résistances contre cette la logique financière qui menace toute la population et qui pose le problème du contrôle de la santé par les salarié-es et les usager-es, la seule perspective pour répondre aux besoins. Une idée qui fait son chemin.

Isabelle Larroquet



600 personnes à Pau en juin pour défendre les emplois contre la fermeture de la clinique

8 124 morts de la canicule cet été en France

Le chiffre est monté à 8124 morts, et il n'est peut-être même pas définitif tant les remontées sont longues pour certains décès. Des personnes âgées et d'autres beaucoup moins, des ouvriers du bâtiment, des sportifs, des gens malades, qui habitaient sous les toits, mais aussi dans des chambres d'Ehpad pas climatisés... Autant de personnes qui n'auraient pas dû mourir cet été, tuées par l'incapacité de la société à les protéger, la soif de profits des patrons, des promoteurs immobiliers construisant des logements au rabais, pas isolés, des villes devenues des cocottes-minutes, et par l'incurie du gouvernement... !

Dans les établissements de santé, les services d'urgence, alors que gouvernement et Directions d'hôpitaux expliquaient qu'ils faisaient le maximum, il faisait plus de 30 degrés dans nombre de services, jusqu'à 36° en réa médicale à Pellegrin...

IU

Le cinéma de la ministre de la Santé

Le 14 septembre la ministre, accompagnée de la préfète est venue au CHU, à Charles Perrens et à la clinique d'Arès voir les soignants au front pendant les incendies de cet été. « Impressionnée depuis mon bureau à Paris en temps réel par votre engagement » elle s'est félicitée qu'il n'y ait pas eu de morts, remerciant le « travail d'engagement remarquable » des personnels...

Une provocation alors que des économies drastiques sont faites dans la santé qui ont conduit à un manque crucial de personnel, de lits, à l'encombrement des urgences et à la baisse de l'accès aux soins. Et le gouvernement a annoncé de nouvelles mesures contre les patients et les personnels. Hausse des franchises, nouveaux déremboursements, blocage des salaires des fonctionnaires et des pensions... Drôle de remerciements !

IL

Quand nous prenons nos affaires en main

Les incendies de cet été ont montré, comme pour le Covid, le manque criant de moyens et l'incurie de l'État ... S'il n'y a pas eu davantage de drames, c'est que spontanément la population, les travailleur-es, les agriculteurs ont pris les choses en mains.

Les pompiers aidés par des petits agriculteurs, des bénévoles ont fait face malgré des injonctions de la Préfète qui se méfiait de celles et ceux qui s'organisaient à la base.

Dans la santé, 42 Ehpad et la clinique d'Ares ont été évacués. Beaucoup de personnes âgées se sont retrouvées au Parc des expositions à Bordeaux au milieu de milliers d'autres personnes évacuées en pleine nuit, perdues. Des centaines de bénévoles et de soignant-es se sont mobilisées pour aider en prenant eux-mêmes les choses en main.

Au Porge, des médecins, pharmaciens, infirmier-es, aides-soignant-es, se sont organisé-es pour prendre en charge des malades à domicile... contre l'avis de l'ARS.

En parallèle, dans certains établissements, des soignant-es qui ne pouvaient aller travailler à cause du feu ou d'évacuations, ont dû poser des congés sur ces jours ou rattraper les absences ! La direction d'un Ehpad fermé a même proposé à ses salarié-es d'aller travailler dans un autre département dans un autre établissement du groupe !

Face aux classes dominantes et à l'Etat qui mènent le monde à la catastrophe, c'est la solidarité et l'organisation des travailleur-es qui représentent l'avenir et font entrevoir une autre société, débarrassée du profit et du pouvoir de la finance.

Correspondantes



+ 51 % du prix des parkings à l'hôpital Pellegrin !

Cela fait 14 ans que les parkings de l'hôpital Pellegrin ont été confiés au privé et sont devenus payants, prenant en otage toutes celles et ceux qui n'ont d'autre choix que de prendre leur voiture pour venir pour une consultation, passer un examen, subir une intervention, ou visiter un proche... alors que les usagers de l'hôpital arrivent de toute la région.



Et comme on peut toujours mieux faire côté rackett, l'exploitant actuel, Indigo, s'est empressé d'augmenter ses tarifs en janvier dernier et, à nouveau, ce mois-ci, cette fois de façon brutale. Les 3 h de stationnement sont ainsi passées de 5,3 € en décembre dernier à 8 € aujourd'hui.

La direction du CHU, qui y trouve son compte, explique avec aplomb qu'elle n'y est pour rien... tout en justifiant les parkings payants, qu'elle a déjà annoncé étendre au

site Haut Lévêque à Pessac ! Elle prétend ainsi éviter le stationnement des usagers du tram... mais refuse de mettre en place un système de jetons ou code-barres assurant la gratuité aux usagers.

Sous-traitance, ouverture de nombre d'activités hospitalières et gestion déléguée aux intérêts privés, multinationales et groupes capitalistes rackettent de mille manières l'hôpital et les patients.

IU

Psychiatrie : le manque de moyens devient une atteinte aux droits

Le constat est désormais difficile à contourner. Dans des services d'urgences psychiatriques d'Île-de-France, le Contrôleur général des lieux de privation de liberté (CGLPL) dénonce des conditions d'accueil portant atteinte aux droits des patients : attentes prolongées, locaux inadaptes, manque de lits et postes vacants.

Entre 2025 et 2026, le nombre de patients confrontés à une attente prolongée a augmenté de 31,8 %. Certains attendent près de 40 heures avant une hospitalisation.

Le plus inquiétant : faute de solutions, des pratiques coercitives peuvent être utilisées dans des conditions que le CGLPL juge contraires aux droits fondamentaux. Pour les patients comme pour les équipes, l'urgence devient la règle.

On ne peut pas défendre les droits des patients sans donner aux soignants les moyens de les respecter. Des lits, des personnels, des locaux adaptés et du temps pour soigner : voilà ce que devrait être une véritable politique de psychiatrie publique.

Erick

Ecole en crise...

La colère lycéenne a explosé dans L nombre d'établissements de banlieue parisienne, contre le mépris, le manque de formation, la dégradation des locaux, les sureffectifs. Les jeunes sont sévèrement réprimés par les flics qui ont peur que la colère embrase tout le secteur de l'éducation. Elle s'est étendue à de nombreux lycées en Gironde le 29 septembre, et depuis la rentrée plusieurs grèves locales ont éclaté, comme au collège de Castelnau-du-Médoc, suivie à 90%, contre les sureffectifs pour obtenir une ouverture de classe. Au collège Capeyron à Mérignac, c'est contre la fermeture de deux classes que l'équipe déjà en grève au printemps a réengagé la bataille. A Talence, au collège Victor-Louis, la grève a été menée pour obtenir une classe de 6ème supplémentaire, en refusant des classes qui montaient à 30 élèves.

La rentrée, c'est aussi le nombre de précaires qui augmente dans tous les établissements, des collègues profs qui n'ont pas le concours et sont recrutés en CDD, de quelques semaines à plusieurs mois, payés à peine plus que le SMIC. Les

équipes de surveillant-es, les AED, sont insuffisantes pour s'occuper des élèves. Les AESH sont soumis-es à une offensive violente (voir article ci-après).

Le poids de la canicule qui s'est poursuivie en septembre a rendu le travail pénible, voire franchement insupportable, tant pour les élèves que pour les adultes dans des bâtiments en surchauffe. D'autant plus que rien ne sera fait, et que tout le monde pense que cela recommencera sans doute dès le mois de mai. Ce sont aussi les locaux dégradés, le manque de matériel... Le tableau de la dégradation scolaire est sans fin, au mépris des enfants, à commencer par ceux des classes populaires, et des travailleur-ses de l'éducation qui subissent depuis 16 ans le gel des salaires.

La réponse de la hiérarchie et du ministère, c'est l'autoritarisme pour nous soumettre, jeunes comme adultes, voir ci-après sur le « devoir de réserve ». La



démagogie sur le retour de l'orthographe comme moyen de sélection. L'interdiction du portable pour apprendre à obéir (voir ci-après aussi). Et une couche de nationalisme militariste avec des cérémonies obligatoires pour le 11 novembre.

La réponse autoritaire appelle la réponse contestataire... Contester les conditions qui nous sont imposées, et au-delà, tout un système sans avenir, une éducation à bout de souffle, sans moyens pour les pauvres, élitiste, qui maltraite les élèves comme ceux qui y travaillent. Penser et lutter pour une autre école dans une autre société, c'est un bon programme pour engager l'année.

FM.

Cyber-violence ou violence sociale ?

Le téléphone et les réseaux sociaux sont interdits dans les lycées depuis la rentrée, comme ils l'étaient déjà dans les écoles et les collèges. Macron en a fait un cheval de bataille, prétendant « protéger les élèves et favoriser un climat scolaire serein ».

Il prétend répondre à la longue liste des drames qui frappent les jeunes et leurs familles, « victimes des réseaux sociaux », de la violence du cyberharcèlement jusqu'aux encouragements au suicide qui se soldent parfois par des tentatives ou des passages à l'acte.

Les jeunes de 15-19 ans passent en moyenne 5 h 19 min par jour sur des écrans, un temps en constante augmentation. Le gouvernement présente cette exposition prolongée aux écrans comme un enjeu de santé publique, fatigue visuelle, troubles du sommeil, difficultés de concentration, livrant les jeunes les plus faibles à l'isolement, la violence, la désinformation, le harcèlement. Un phénomène « de société », selon lui, dont il retourne la responsabilité sur les requins des réseaux sociaux comme Meta, Tiktok et d'autres qui en font leurs choux gras. Sans en être la cause, ils ne font qu'exploiter le désarroi des jeunes, leur mal-être social, leur refus de cette société individualiste, de concurrence, où les plus forts écrasent les plus faibles, et qui espèrent trouver sur les réseaux sociaux l'écoute, le réconfort, des relations plus chaleureuses et collectives.

Face à la jeunesse, Macron ne connaît qu'une réponse, interdiction, répression... à l'image de l'ordre social qu'il défend.

C.H.

Des champignons... hautement nuisibles pour la santé

À l'école Camille Maumay de Cenon, depuis plusieurs Années, enseignant-es et parents alertent la mairie, propriétaire et responsable de l'entretien des locaux, et l'Education nationale, de moisissures qui polluent les classes. Un vrai danger pour la santé des élèves et des personnels ! Depuis 2022, alertes au conseil d'école et auprès de l'Education nationale se succèdent. Quelques coups de peinture ont été donnés... mais les champignons reviennent !

L'école n'est pas dotée de VMC. Deux classes devaient en être équipées cet été, mais rien n'a été fait. A la rentrée, enfants et enseignant-es ont retrouvé champignons et moisissures.

La colère des parents a débouché sur une mobilisation et l'envoi d'une lettre à la Mairie demandant d'urgence les travaux promis pour la Toussaint mais aussi une rencontre avec le maire pour faire en toute transparence le diagnostic des causes et établir un plan pour y remédier. La colère s'accumule dans cette école, four l'été, frigo l'hiver (16° plusieurs jours cet hiver).

Correspondant

Pour les soutenir, une pétition est en ligne.



Accompagnant·es des élèves en situation de handicap (AESH) : vague de licenciements silencieuse

Des bouleversements importants sont en cours dans le domaine de l'accueil des jeunes en situation de handicap. Ils touchent les conditions de travail des équipes éducatives tout en préparant un plan de licenciements massif des AESH.

Les Pôles d'Appui à la Scolarité (PAS) remplacent progressivement les Pôle Inclusifs d'Accompagnement Localisé (PIAL), dans lesquels se recrutent les AESH. D'un·e AESH affecté·e pour un·e élève, on était passé à un·e pour plusieurs élèves sur une vingtaine d'écoles (PIAL). Et avec les nouveaux PAS sur une cinquantaine d'écoles, cela peut vouloir dire jusqu'à 80 kms à parcourir pour l'AESH. Cette marge de flexibilité est un comble lorsqu'il s'agit d'accompagner des élèves en très grande difficulté, qui ont besoin de stabilité, de relation pérenne avec leur AESH. De 5 en Gironde pour l'année 25-26, les PAS passent à 32 cette année.

Cette réforme répond à la recherche forcenée d'économies en flexibilisant et en rationalisant l'activité des AESH toujours plus précarisées, intensifiant la dégradation de leurs conditions de travail. Par l'extension géographique de leur intervention et par la flexibilité des horaires, elle entend répondre à l'explosion des besoins d'inclusion sans budget supplémentaire.

Elle permet aussi de réduire le nombre d'aides en déplaçant la décision de notification de la Maison Départementale des Personnes Handicapées, qui dépend du Conseil général et dont les besoins de l'enfant sont le seul critère, vers un partenariat entre l'Éducation Nationale et l'Agence Régionale de Santé. L'Éducation nationale est ainsi juge et partie pour accorder les aides. Le conseiller technique du recteur pouvait se féliciter l'année dernière d'une réduction de 6 % d'élèves notifiés après avoir rappelé le coût trop élevé supporté par l'Éducation nationale pour employer des AESH.

Pour intégrer les PAS, ces collègues doivent signer un avenant à leur contrat, refusé par beaucoup, qui ne peuvent supporter des frais supplémentaires de carburants pour leurs déplacements, au vu de leur 800€ mensuels en moyenne. 250 avenants au niveau académique n'ont toujours pas été signés, dont 50 refus, ce qui signifie beaucoup de licenciements en perspective, car sans avenant, c'est la porte.

Alors que le métier d'AESH est devenu le deuxième de l'Éducation nationale, la réforme, en transformant leurs missions est en passe, à terme, de le faire disparaître. Selon un rapport conjoint de l'Inspection Générale des Affaires Sociales et de celle de l'Éducation, du Sport et de la

Recherche en 2025, l'accompagnement individuel de l'élève doit laisser la place à une « *accessibilité pédagogique pour tous* ». Finis les besoins spécifiques ? Il étrille le dispositif AESH : « *L'accompagnement humain, lorsqu'il est conçu comme une prothèse individuelle et non comme un soutien au système, risque de devenir un puissant écran aux apprentissages et même à l'inclusion sociale de l'élève* ». Les besoins spécifiques des élèves en situation de handicap n'étant plus reconnus, le rôle de l'AESH pourrait se réduire aux gestes techniques (hygiène, déplacement...). Une façon scandaleuse de rendre hommage au dévouement et aux conditions extrêmement difficiles d'exercice des AESH. En même temps qu'elle témoigne du mépris profond à leur rencontre, leur demande de statut ayant été refusée au profit de cette évolution du métier qui finira par imposer leur disparition de façon brutale et autoritaire. Le handicap est ainsi en passe d'être intégré dans la difficulté scolaire « ordinaire ».

Si les mobilisations n'ont pour le moment pas fait reculer cette réforme régressive et destructrice, elles appellent à être amplifiées et rejointes par tous les personnels.

Nadia

Devoir de réserve pour les enseignant·es : le nouvel accessoire de la panoplie répressive

À la rentrée scolaire, des notes de service adressées par leur hiérarchie aux enseignant·es des écoles mentionnaient un « *devoir de réserve* », qui sur d'éventuelles expressions sur les rythmes scolaires, ou ailleurs demandant d'être « *irréprochable* » à l'approche des présidentielles.

Si les textes qui encadrent la profession prévoient un devoir de neutralité et de discrétion relatif aux situations des élèves, le devoir de réserve n'est quant à lui réglementé par aucun texte. C'est une création de la jurisprudence, et qui n'a jamais concerné les enseignant·es. La CGT Educ'action a eu l'occasion de le rappeler en s'adressant à la hiérarchie. Ce devoir de réserve n'est qu'une épée de fer blanc dans l'arsenal répressif de l'employeur. C'est à un véritable bluff auquel s'adonnent les chef·fe·s, car elles et ils savent que la colère monte tant les conditions de travail se détériorent dans l'éducation.

Le climat est donc à la répression : des enseignant·es de l'école d'Aubagne ont été suspendu·es 4 mois alors qu'elles et ils dénonçaient différents dysfonctionnements dans l'école¹, alors qu'à Stains, 2 enseignantes du lycée Maurice Utrillo sont menacées de mutation d'office après avoir dénoncé des VSS².

Dans un contexte austéritaire se traduisant dans l'éducation par des suppressions de postes, des baisses de moyens, et alors que les réformes réactionnaires s'empilent, nous devons faire entendre notre voix, nous mobiliser partout où cela est nécessaire. Nous ne serons pas des enseignant·es qui se tiennent sages !

Christophe Otharan

1 - Pétition Aubagne : <https://tinyurl.com/4j34rpsb>

2 - Infos Stains : <https://tinyurl.com/4evufne2>

Non aux méthodes de patron-voyou à Technowest !

J eudi 24 septembre, la CGT appelait à un rassemblement devant le tribunal correctionnel en soutien aux 5 salarié-es (syndiqué-es CGT dont 4 élu-es du CSE) de la mission locale Technowest de Mérignac, poursuivi-es pour diffamation et harcelé-es par leur direction depuis 2025. Une centaine de syndicalistes étaient présents pour affirmer leur solidarité et dénoncer la répression de plus en plus forte contre les militants alors que le patronat est à l'offensive.

Cette association d'insertion pour les 16-25 ans qui intervient sur 16 communes de la Métropole et du Médoc, se comporte en véritable patron-voyou. En particulier depuis 2024, où la direction a mis fin à des contrats CDD et imposé une restructuration pour précariser le personnel en proposant... le recours au bénévolat ou à des services civiques !

Dans ce contexte, une liste CGT se monte aux élections professionnelles en janvier 2025, face à une direction qui tente tout pour intimider les salarié-es. Avant même la date des élections, elle prononce une mise à pied conservatoire contre Toyfia, une des candidates de la liste et tente même de la licencier... La salarié-e étant élue, la direction s'est fait retoquer par l'inspection du travail, mais elle va refuser de la réintégrer encore longtemps, en préférant la payer à rester chez elle !

Quelques mois plus tard, elle licencie Guillaume, également de la CGT, après une mise à pied conservatoire, lui reprochant d'avoir enregistré un entretien de reprise du travail en mi temps thérapeutique où la direction avait refusé qu'il soit assisté. En

fait, un véritable entretien disciplinaire où elle lui a interdit de revenir à l'antenne où il travaillait depuis 20 ans !

La direction n'a jamais cessé d'harcéler les camarades : délits d'entrave, interdiction de diffuser les informations du CSE sur les boîtes mail du personnel, poursuites au tribunal, dont celle lancée contre les 5 camarades pour diffamation. A la mission locale, les accidents de travail et les arrêts maladie se sont multipliés, dans ce climat de management agressif et de charge de travail devenue impossible.

Entre temps, une crise a éclaté au sein de la direction, avec le licenciement de deux directrices contre lesquelles le président porte plainte pour « *faux, usage de faux, abus de confiance et escroquerie* ». En cause, le financement opaque de la Fabrique Technowest, une association soi-disant destinée à récupérer des fonds et pour laquelle la Mission locale aurait versé plus de 400 000 euros, en plus des substantielles augmentations de salaires que se sont octroyées les codirectrices !

Au final, toute la direction a été changée après les élections municipales, mais les plaintes sont toujours en cours et la direction n'a pas réintégré Guillaume comme le réclament les camarades. Le 24 septembre, les deux codirectrices qui portent plainte contre les camarades ne se sont pas présentées au tribunal et le procès a été reporté au 1^{er} avril sur leur demande.

Relaxe totale ! Il y en a assez du harcèlement et des pressions contre les militants et l'ensemble du personnel.

Laurent Delage

Liquidation du CAUE 33

face aux syndicats, le président du CAUE, élu au Département de la Gironde, fait intervenir la police pour pouvoir faire voter un plan de licenciements honteux !

Les salariés.ées du CAUE sont en lutte depuis plusieurs mois contre les suppressions massives des postes en cours. Nous avons demandé à Etienne Saliège, architecte conseiller en CAUE et militant CGT de nous parler de ce mouvement.

Peux-tu nous dire ce que sont les CAUE ?

Les CAUE (Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'environnement) sont des associations d'intérêt public pour les collectivités et les particuliers. Architecte, paysagiste, urbaniste, écologue, juriste, accompagnent en amont, tout projet d'aménagement urbain, paysager ou de construction. Ils sont nés de la loi de 1977 sur l'architecture qui défi-

nit la création architecturale, la qualité des constructions, leur insertion harmonieuse dans l'environnement, le respect des paysages naturels ou urbains ainsi que le patrimoine comme des biens culturels d'intérêt public. Ils participent depuis 50 ans à l'amélioration du cadre de vie, la lutte contre les effets du changement climatique et des risques majeurs via leurs quatre missions : conseiller, informer, former, sensibiliser tous les publics avec neutralité, indépendance et gratuitement.



26 septembre : des milliers pour « le climat, le vivant, la justice sociale et la paix »

Le 26 septembre, entre 2 et 3000 personnes ont défilé à Bordeaux derrière cette banderole commune non siglée pour se démarquer des partis politiques qui instrumentalisent la cause de la défense de la nature. Comme partout en France, ça a été un succès organisé en dehors des canaux institutionnels.

C'était aussi toutes générations confondues, avec beaucoup de jeunes comme le samedi précédent contre le « permis de tuer » pour dénoncer l'impunité accordée à la police par une nouvelle proposition de loi.

A l'appel de nombreuses associations de défense de l'environnement dont *Action Non Violente-COP 21* ou *Aux arbres, citoyens !*, le principal slogan était « pas de futur sans planète ».

En tête de cortège, des équipes militantes contre les « projets inutiles » et écocides locaux : le projet EMME d'une usine de nickel à Parempuyre, Pure Salmon, la ferme de saumons au Verdon, la LGV dont les travaux vont s'en prendre



à des zones humides et agricoles, le projet d'un surfpark à Canéjan, la transformation d'une voie verte en couloir de bus à Eymet, l'ensemble immobilier bétonné d'Euratlantique à Bordeaux ou encore les pesticides autour des vignes...

« Tous unis contre un même projet : le capitalisme tue », « Nous ne voulons pas être les pions de vos échecs », ou « Trop chaud pour garder son sang-froid » : des pancartes dénonçaient aussi avec humour les conséquences du changement climatique dont la cause apparaît à beaucoup comme étant le capitalisme et la concurrence généralisée qui conduit à la guerre.

Ce dernier point était cependant bien peu présent. Comme

la fin de la manifestation, un spectacle bucolique juste à côté d'un paquebot de croisière -polluant s'il en est-, était à l'image d'une manifestation pacifiste d'interpellation de l'opinion et des gouvernants. Ces derniers, complices des patrons et multinationales polluantes qui mènent les hommes et la nature dans le chaos. C'est ce qui alimentait les discussions à poursuivre.

M.C.

Contre quelles attaques vous battez-vous actuellement ?

Les CAUE sont en danger immédiat de disparition. Une réforme fiscale a provoqué l'effondrement de la perception de la taxe d'aménagement qui est la source essentielle de financement des CAUE collectée par l'Etat et reversée au CAUE via le Département. Depuis 2022, c'est - 2 milliards d'euros au total, - 880 millions pour les Départements dont 40 pour les CAUE. Le gouvernement veut liquider les CAUE et les Départements, dont la plupart, au bord de la tutelle préfectorale, ne nous soutiennent plus qu'en paroles. Les CAUE représentent environ 1 % de leur budget total. En coupant notre financement, ils servent le gouvernement et sa politique austéritaire de destruction des services d'ingénierie publique de la transition écologique des territoires. Les effectifs sont passés de 1200 à 900 emplois qui sont menacés à très court terme. Face à cette violence, des salarié-es de CAUE de toute la France se mobilisent activement en collectif CGTCAUE.

Comment cela se traduit-il en Gironde, comment vous y opposez-vous ?

Après 6 licenciements en 2025 et promesses de maintien des effectifs, le Département sabre encore le budget du CAUE, obligeant à supprimer 9 postes passant de 26 à 11 soit 60 % des

effectifs. C'est une trahison des engagements politiques, sociaux et écologiques de la majorité de « gauche » (PS, EELV, PC) du Département. Ce 24 août, la dernière AG du CAUE réunissait des salarié-es, syndiqué-es ou pas, avec la CGT et la CFDT. La présidence et la direction, déjà sourdes aux revendications comme au dialogue depuis longtemps, ont choisi de faire intervenir la police pour faire passer en force ces licenciements honteux. C'est un scandale politique et un mépris total envers les salarié-es. Le plan vise massivement des postes de terrain mais préserve la double direction actuelle et l'administratif, rendant la structure inopérante et prévoyant sa liquidation en juin 2027. Des poursuites judiciaires notamment pour entrave et non-respect du délai de consultation du CSE sont en cours. D'autres suivront, la lutte continue :

NON aux licenciements en Gironde et ailleurs ! Maintien de tous les CAUE avec leurs 1200 emplois initiaux, pour la poursuite de leurs missions gratuites et d'intérêt public face au désastre du dérèglement climatique dont les mégafeux de l'été sont la dramatique illustration !

Propos recueillis par D.M.

Pétition à signer. <https://c.org/YM5Z8FvN9F>

Plan massif de suppressions de postes à l'AFPA, fermeture programmée à Bègles

Dans la foulée d'une longue liste d'agences dont les missions en direction de la population sont remises en cause (CAUE, Ademe, etc.), c'est au tour de l'Agence nationale pour la formation professionnelle des adultes, plus connue sous son sigle AFPA, de se trouver face à un plan massif de suppressions de postes.

Le Conseil d'Administration et le CSE central ont voté le 15 septembre, malgré l'opposition des syndicats CGT, SUD et FO, un plan de « réorganisations » qui comprend la fermeture de 30 centres de formation sur 142 et 867 suppressions de postes sur 4900 salarié-es aujourd'hui (12 000 en 2002). Déjà, en 2018-2020, 1500 postes avaient été supprimés et 35 centres fermés. Sur la Métropole, l'AFPA de Bègles est dans la liste des centres promis à la fermeture et devrait fusionner avec celle de Pessac.

Depuis des années, les centres AFPA font face à des difficultés grandissantes du fait de la baisse de leurs financements. Tous dépendent de la commande publique venant des régions, des conseils départementaux ou de France Travail. Or d'année en année, les budgets de la formation professionnelle des adultes baissent (-20 % dans certaines régions) mais les besoins, eux, sont bien réels. La baisse des financements publics entraîne une cascade de difficultés alors que dans le même temps le bâti vieillissant coûte de plus en plus cher. 72 centres AFPA se disent aujourd'hui confrontés à des difficultés financières.

Le « plan social » qui vient d'être annoncé vise à un « retour à l'équilibre » en 2029. En échange des 30 fermetures et des licenciements, l'Etat a annoncé apporter 180 millions d'euros... qu'il compte récupérer sur la vente des locaux.

Un gâchis social, humain, économique !

IU



Mobilisation en 2025, contre la fermeture de l'AFPA de Bayonne

Cenon : le maire impose sans discussion l'armement de la police municipale

Au conseil municipal du lundi 29 juin, le maire a annoncé, sans discussion ni vote qu'il prenait la décision d'armer la police municipale. Stupéfaction chez les élu-es, y compris de sa propre majorité. Alors que l'armement de la police municipale figurait dans le programme du nouveau maire de Lormont, ce n'était pas le cas à Cenon.

Au sein de sa majorité, communistes et verts se sont insurgés contre le procédé peu démocratique. Mais ce coup de force n'a pu être imposé que parce qu'en début de mandat les élu-es votent les pouvoirs du maire, un chèque en blanc qui lui permet de prendre des décisions sans les soumettre au conseil municipal.

Il justifie sa décision par la « réalité du terrain », « une évolution du contexte sécuritaire qui expose les agents de la police municipale à des risques en progression ». Et de citer les 4000 interventions annuelles face aux trafics de drogue, et de plus en plus l'utilisation d'armes à feu dans les quartiers. Une violence bien réelle, mais qui est celle de la violence sociale dans les quartiers populaires, l'explosion de la pauvreté, le chômage des jeunes, l'exclusion, auxquels le maire n'a de réponse que la répression.

Correspondant

Contre l'ouverture du nouveau méga-CRA à Mérignac

Le 1^{er} octobre, les personnes étrangères détenues au CRA situé au commissariat de Bordeaux (20 places) vont être transférées au nouveau CRA, 140 places, dont la construction vient de s'achever à Mérignac. Le Collectif AntiCRA 33, dont le NPA-R est partie prenante, s'était constitué fin 2021 contre ce projet, alors prévu à Pessac, sans succès, malgré les mobilisations. Le nouveau CRA va commencer son sale boulot : enfermer sans jugement en vue de les expulser des personnes, au seul prétexte qu'elles ne disposent pas d'un titre de séjour. Quant à la multiplication par 7 des capacités d'enfermement sur la Métropole, elle est à la mesure de l'aggravation de la politique xénophobe du pouvoir contre les migrant-es.

A l'occasion de cette ouverture, le collectif appelait à un rassemblement, le 1^{er} octobre, à proximité du nouveau CRA. Et samedi 3, une soirée de solidarité est organisée au Pas de la Lune (rue du Moulin, à Bordeaux) à partir de 17h00, avec débats, expositions et concert avec le groupe Folostine (21h00) – Entrée à prix libre.

Voir tract et affiche sur le facebook ou instagram du collectif : Bordeaux Anticra



A lire : *L'OISEAU CHANTEUR* de Désirée et Alain FRAPPIER (éd. Steinkis)

« La neige c'est comme la joie et quand ça fond ça fait des larmes ».

Avec le dernier roman graphique de Désirée et Alain Frappier, *L'oiseau chanteur*, nous baignons sans aucun doute dans la poésie et dans l'enfance, mais pour traiter un thème bien loin de la beauté qui est le climat incestuel et violent qui règne dans une famille.

« Un parrain qui l'emmène dans les bois, est-ce que ça arrive aux autres ? »

Une famille ordinaire dans les années 60 et 70.

« Parfois quand je prends les chemins qui mènent à mon enfance les mots se rétrécissent »

Donc des mots il y en a peu. Désirée voulait nous faire partager le silence et le flou tout autour des souvenirs et Alain nous le montre dans cet ouvrage étonnant où le texte est séparé des images. Des dessins sans aucun visage, un texte sans prénom. Des corps sans tête, ou bien des corps d'enfants vus de loin. On ressent le malaise et la violence du silence, de l'enfant que l'on fait taire tacitement. Il y a beaucoup de pudeur dans ce livre pour parler de l'impudeur intrafamiliale. Peut-être que cette pudeur est trop grande pour le lecteur qui n'a pas vécu le traumatisme de l'inceste ? Pour les autres dont

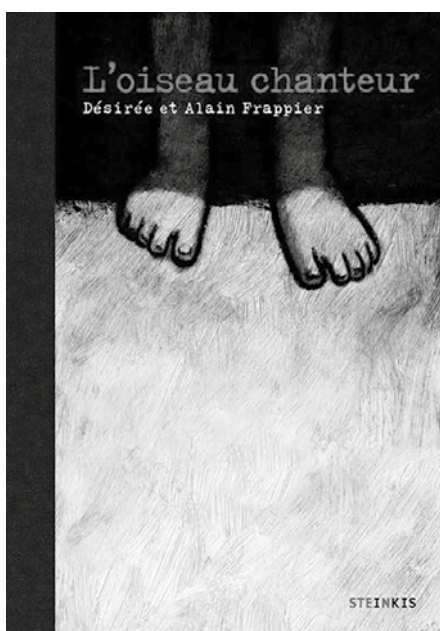
je fais partie, et nous savons maintenant que nous sommes très nombreux (rapport de la CIIVISE* : 160 000 enfants victimes de violences sexuelles et d'inceste chaque année en France) ce récit ravive des souvenirs, des traumatismes, des hontes, des fonctionnements familiaux et témoigne d'une certaine culture de l'inceste dans ces années-là.

Désirée Frappier a attendu que sa mère soit morte pour écrire ce livre et elle dit même que l'enterrement de sa mère a été libérateur. C'est par lui que le livre commence. Ce livre fait partie de sa réparation, dont il est encore question, car elle a retrouvé dans la maison familiale l'oiseau-chanteur-au-

tomate qui était lancé dans la chambre des filles au moment du coucher pour signifier qu'à la fin de la petite musique il fallait dormir. Aujourd'hui il est réparé, il a même retrouvé des plumes. D'après ses mots de dernière page, il semble que cette réparation ait contribué à celle de l'autrice.

Ce roman graphique regorge de beauté, de poésie pour parler d'un sujet très laid et poisseux. C'est un exploit.

Martine



* Commission indépendante sur l'inceste et les violences sexuelles faites aux enfants

2026

FÊTE du NPA RÉVOLUTIONNAIRES

SAMEDI 10 OCTOBRE

De 14h à 22h30

Cenon

Salle Victor Hugo
88 cours Victor Hugo

AU PROGRAMME

14h30 - Débat avec **Nedjib Sidi Moussa** autour de ses livres, *Le Spectre du colonialisme* et *La fabrique du musulman*

14h30 - Débat sur l'écologie

16h00 - Forum *Face à Macron et au Medef, face à l'extrême droite, face à la guerre, quelles réponses du monde du travail et de la jeunesse ?*

17h00 - Projection du court métrage *Dear Hussein* en présence d'**Ahmed Essam**, réalisateur égyptien, suivi d'un débat avec lui autour du printemps égyptien

18h30 - Allocution politique avec des porte-paroles du NPA-R

19h00 - Apéro en musique suivi d'un repas de spécialités iraniennes

21h00 - Concert de Embryon, groupe de rock

Et durant toute la fête, à partir de 14h00, visitez les différents stands, celui du NPA-R mais aussi des organisations invitées. Faites le plein de lectures à la librairie avec des livres neufs et d'occasion, détendez-vous au stand de jeux, à celui du café-pâtisseries, à la buvette...